
PIERRE ASTIÉ
DOMINIQUE BREILLAT
CÉLINE LAGEOT *

REPÈRES ÉTRANGERS

(1^{er} AVRIL – 30 JUIN 2011)

129

ALGÉRIE

15 avril 2011. **Situation politique.** Le président Bouteflika, qui n'était pas intervenu en public depuis plus de trois mois, apparaît, très affaibli, à la télévision et annonce qu'il allait effectuer des réformes et amender la Constitution. La loi sur les partis sera révisée. La loi électorale sera modifiée pour améliorer la représentativité et il promet une nouvelle loi sur la presse. Le Front des forces socialistes critique les réformes.

Le 21 mai, une commission commence ses travaux pour mettre en œuvre des réformes « profondes » et réviser la Constitution.

ALLEMAGNE

27 avril 2011. **Verts. Bade-Wurtemberg.** Les Verts et le SPD présentent leur contrat de coalition en Bade-Wurtemberg. C'est la première fois qu'un Vert devient ministre-président d'un Land qui a connu 58 ans de gouvernance CDU. Les

Verts n'auront que 5 ministères contre 6 au SPD.

Le 12 mai, Winfried Kretschmann, Vert, 62 ans, membre du comité central des catholiques allemands, professeur de chimie et d'éthique, député vert au Landtag depuis 1980, est élu ministre-président.

1^{er} avril et 14-15 mai 2011. **Ministre. Gouvernement. FDP.** Le congrès du Parti libéral (FDP) a lieu les 14 et 15 mai alors que son leader Guido Westerwelle est devenu très impopulaire. Philipp Rösler, 38 ans, prend la présidence du parti, élu par 349 voix contre 173. Daniel Bahr, secrétaire d'État parlementaire du ministère de la Santé, devient ministre fédéral de la Santé. Le FDP accepte difficilement le mécanisme européen de stabilité. La fin du nucléaire et l'aide à la Grèce créent des tensions au sein de la majorité.

Le 11 mai, le ministre de l'Économie Rainer Brüderle est élu à la tête du groupe parlementaire du FDP au Bundestag. Le 12 mai, Philip Rösler le remplace comme ministre fédéral de l'Économie et de la

* Université de Poitiers et CNRS – UMR 6224 CECOJI.

Technologie et il succède à Guido Westerwelle comme vice-chancelier.

19 avril 2011. **Saxe-Anhalt.** Reiner Haseloff, CDU, 57 ans, est élu ministre-président de Saxe-Anhalt par 57 voix contre 45, suite à la reconduction de la coalition CDU-SPD. Il succède à Wolfgang Böhmer, CDU, 75 ans, qui avait décidé de ne pas se représenter à un poste qu'il occupait depuis le 16 mai 2002.

4 mai 2011. **Cour constitutionnelle. Réten-tion de sûreté.** La Cour de Karlsruhe déclare inconstitutionnelle la loi sur la rétention de sûreté appliquée aux criminels jugés encore dangereux après avoir purgé leur peine. La rétention de sûreté n'existera que pour les détenus ayant un trouble de la personnalité, dans un cadre thérapeutique et pour une période limitée.

22 mai 2011. **Brême.** Les jeunes de 16 ans peuvent voter aux élections au Sénat de Brême. C'est le seul Land à admettre le droit de suffrage pour les élections pour le Land. En revanche, la majorité électorale a été abaissée à 16 ans pour les élections municipales dans 7 Länder (Berlin, Rhénanie du Nord-Westphalie, Basse-Saxe, Schleswig-Holstein, Saxe-Anhalt, Mecklembourg-Poméranie occidentale et Brême).

Les sociaux-démocrates arrivent largement en tête avec 38,6 % des suffrages et 36 sièges sur 83, devançant les Verts (22,5 % et 21 élus), la CDU (20,3 % et 20 élus), La Gauche (5,6 % et 5 élus), Citoyens en colère (3,7 % et 1 élu). Les libéraux connaissent un échec cuisant avec 2,4 % des voix et n'ont pas d'élu. Les Verts en progressant de 16,5 % à 23 % ont devancé la CDU, qui perd 5,3 %, ce qui est un nouveau revers pour Angela Merkel.

Jens Böhrnsen, 62 ans, président du

Sénat et maire depuis le 8 novembre 2005, est conforté à la tête d'une coalition SPD-Verts.

ANDORRE

3 avril 2011. **Élections.** Suite à un blocage budgétaire, des élections anticipées ont lieu qui voient la victoire des Démocrates pour Andorre avec 21 députés. Antoni Martí Petit, 48 ans, DA, devient chef du gouvernement le 12 mai avec 21 voix des 28 députés.

BELGIQUE

22 avril 2011. **Situation politique.** La Belgique peut commémorer une année sans gouvernement depuis qu'Yves Leterme a été contraint de démissionner suite au départ des libéraux de l'Open VLD de la coalition. La crise perdure.

Le 4 avril, les présidents des régions de Bruxelles et de Wallonie, entourés de responsables de quatre partis francophones, annoncent la naissance de la Fédération Wallonie-Bruxelles. C'est pour certains l'ébauche d'une partition de la Belgique.

La situation politique a des conséquences sur la crédibilité économique de la Belgique. L'agence de notation financière Fitch abaisse le 23 mai de « stable » à « négative » sa note sur sa capacité à rembourser ses dettes.

CHINE

Avril 2011. **Tibet.** Lobsang Sangay, 43 ans, juriste enseignant à Harvard, est le nouveau Premier ministre de la diaspora tibétaine. Il a obtenu 55 % des voix contre 37,4 % à Tenzin Tethong, ancien représentant du dalaï-lama aux États-Unis, et 6,4 % à Tashi Wangdi, qui a occupé plusieurs portefeuilles dans le gouvernement en exil.

Le 30 mai, le dalai-lama, 74 ans, annonce renoncer officiellement à ses fonctions politiques mais il reste le chef spirituel des Tibétains.

CÔTE-D'IVOIRE

11 avril 2011. **Situation.** Laurent Gbagbo est capturé.

CUBA

19 avril. **Parti communiste.** Raul Castro est élu Premier secrétaire du Parti.

ÉGYPTE

16 avril 2011. **Situation politique.** La Haute Cour administrative égyptienne dissout le Parti national démocrate, ancien parti au pouvoir, et ordonne la saisie de ses avoirs.

Le 19 juin, Mohamed al-Orabi est nommé ministre des Affaires étrangères et entre en fonction le 26 juin.

Le 28 juin, un tribunal du Caire ordonne la dissolution des conseils municipaux élus du temps du président Moubarak.

ESPAGNE

22 mai 2011. **Élections locales.** Les élections municipales et régionales dans 13 des 17 communautés autonomes sont un véritable test pour le gouvernement Zapatero et le PSOE. Elles se déroulent dans un climat de désenchantement marqué par le mouvement des Indignés.

Le résultat est très mauvais pour les socialistes qui reculent avec 27,98 % contre 36,25 % pour le PP. La formation indépendantiste Bildu devient la deuxième force politique au Pays basque avec 25 % et s'impose à Saint-Sébastien/Donostia. Elle obtient la majorité dans 68 municipalités.

ÉTATS-UNIS

13 avril. **Programme économique.** On apprend que le déficit budgétaire de l'État s'était établi à 188 milliards de dollars en mars, soit trois fois plus qu'en mars 2010. La Maison Blanche prévoit un déficit de 1 645 milliards de dollars pour 2011, un record depuis 1945. La dette est établie à plus de 14 000 milliards de dollars et va dépasser les 100 % du PIB. Ce même jour, Barack Obama présente son plan pour lutter contre le déficit et la dette lors d'un discours à la George Washington University. Il s'engage à réduire le déficit de 4 000 milliards de dollars sur les dix ans à venir. Barack Obama refuse de renouveler les allègements fiscaux pour les plus riches décidés par George W. Bush et qui doivent se terminer en 2012. Il avait approuvé leur prolongation sous la pression des républicains. Il se dit prêt à réformer Medicaid et Medicare mais pas à les « sacrifier ».

FINLANDE

17 avril 2011. **Élections législatives.** Aux élections législatives, le Parti de la coalition nationale, conservateur, mené par le ministre des Finances Jyrki Katainen, obtient 20,4 % des voix et 44 (-6) des 200 sièges arrivant devant, de justesse, le Parti social-démocrate avec 19,1 % et 42 élus (-3), les Vrais Finlandais, populistes, qui effectuent une forte percée avec 19 % et qui passent de 4 à 39 élus (+34), devenant le troisième parti du pays, le parti du Centre, parti du Premier ministre Mari Kiviniemi avec 15,8 % et 35 élus (-16), qui est le grand perdant, passant de la première à la quatrième place avec 16 élus de moins, l'Alliance de gauche avec 8,1 % et 14 élus (-2), la Ligue verte avec 7,2 % et 10 élus (-5), le Parti populaire suédois avec 4,3 % et 9 élus (=) et les Chrétiens-démocrates

avec 4 % et 6 élus (-1). Il y a en outre un député représentant les îles Åland. La participation a été de 67,3 %.

Le 18 juin, le nouveau gouvernement est annoncé avec Jyrki Katainen comme Premier ministre, Erkki Tuomioka aux Affaires étrangères, Stefan Wallin à la Défense, Päivi Räsänen à l'Intérieur et Jutta Urpilainen aux Finances. Le gouvernement comprend 6 des 8 partis représentés au Parlement, à savoir le Parti de la coalition nationale, le Parti social-démocrate, l'Alliance de gauche, les Verts, le Parti du peuple suédois et le parti chrétien-démocrate. Seuls le parti des Vrais Finlandais, grand vainqueur du scrutin, et le Parti du centre, grand perdant du scrutin, sont absents. Le 22 juin, Jyrki Katainen est élu Premier ministre avec 118 voix.

132

Élections législatives en Finlande

Inscrits	4 387 701
Votants	2 955 865 (67,4 %)
Nuls	16 294
Suffrages exprimés	2 939 571

<i>Partis</i>	<i>voix</i>	<i>sièges</i>
Parti de la coalition nationale	599 138 (20,4)	44
Parti social-démocrate	561 558 (19,1)	42
Vrais Finlandais	560 075 (19,1)	39
Parti du centre	463 266 (15,8)	35
Alliance de gauche	239 039 (8,1)	14
Ligue verte	213 172 (7,3)	10
Parti du peuple suédois	125 785 (4,3)	9
Chrétiens-démocrates	118 453 (4,0)	6
Parti des pirates	15 103 (0,5)	0
Parti communiste	9 232 (0,3)	0
Autres	34 750 (1,2)	1

GRANDE-BRETAGNE

16 et 21 avril 2011. **Monarchie.** Le gouvernement indique qu'il envisage d'amender la loi pour mettre un terme à la règle qui veut que le fils aîné monte sur le trône même s'il a une sœur plus âgée. Cela nécessitera une réforme en Grande-Bretagne avec une modification de l'Acte d'établissement de 1701, mais aussi dans les quinze monarchies du Commonwealth ayant le souverain britannique pour monarque.

5 mai 2011. **Référendum. Élections locales.** Ce Super Thursday se tenaient des élections locales et un référendum.

Le référendum a lieu sur le mode de scrutin devant favoriser les petits partis. Il porte sur le vote alternatif (*alternative vote*) ou préférentiel. Le même jour on procède aux élections régionales en Écosse, Irlande du Nord et pays de Galles de même qu'à un scrutin local partiel.

La question posée était la suivante: «Le Royaume-Uni utilise le système de vote *First past the post* [système uninominal majoritaire à un tour] pour élire les membres de la Chambre des communes. Ce mode de scrutin doit-il être abandonné en faveur du vote alternatif ? »

Le refus est massif. Il y a eu 67,90 % de non. Sur les 440 circonscriptions électorales du Royaume-Uni, 10 seulement ont voté oui, dont Cambridge (54,32 %) et Oxford (54,11 %), le record ayant été atteint au cœur de Londres dans la circonscription de Hackney avec 60,68 %.

Référendum sur le mode de scrutin

Inscrits	45 684 501
Votants	19 279 022 (42,2 %)
Blancs et nuls	113 292 (0,59 %)
Suffrages exprimés	19 165 730
OUI	6 152 607 (32,1 %)
NON	13 013 123 (67,9 %)

Les nationalistes écossais menés par Alex Salmond du Scottish National Party (SNP) remportent une victoire historique avec 45,4 % des voix et 69 élus (+23) sur 129, et promettent un référendum sur l'indépendance. En 2007, ils ne devançaient le Labour que d'un siège. Le Labour recueille 31,7 % des suffrages et 37 députés, les conservateurs 13,9 % et 15 députés et les LibDems 7,9 % et 5 élus, la participation étant de 50 %.

Au pays de Galles, le Labour qui avait dû former une coalition avec le Plaid Cymru pourra peut-être gouverner seul. Il obtient 42,3 % des voix et 30 députés (+4) mais manque d'un siège la majorité absolue. Les conservateurs recueillent 25 % et 14 élus, le Plaid Cymru 19,3 % et 11 élus, et les LibDems 10,6 % et 5 élus, la participation étant de 42,2 %.

En Irlande du Nord, le Parti démocratique unioniste est en tête avec 30 % des voix et 38 des 108 sièges, devant le Sinn Féin avec 26,9 % et 29 élus, le Parti social démocratique et travailliste avec 14,2 % et 14 élus, le Parti unioniste d'Ulster avec 13,2 % et 16 élus et le Parti de l'Alliance avec 7,7 % et 8 élus, la participation étant de 54,5 %.

Ce scrutin est un échec sévère pour les LibDems. Pour le renouvellement de plus de la moitié des conseils anglais, ils recueillent 504 sièges, soit 397 de moins. Ces pertes se font au profit des travaillistes mais aussi des conservateurs pourtant associés au sein du gouvernement. Sur 279 conseils, 157 vont aux conservateurs (+4), 57 aux travaillistes (+26), 10 aux LibDems (-9) et 55 aux autres partis (-20).

Le Labour recueille 37 % soit une progression de 10 points par rapport à 2010, les conservateurs 35 % et les LibDems seulement 15 %.

GRÈCE

Juin 2011. **Économie.** Un nouveau plan de rigueur est dévoilé le 3 juin. Les banques privées créancières apporteront une contribution sur une base volontaire. Le projet est accueilli avec difficulté même au sein du PASOK.

Le gouvernement grec est remanié suite aux manifestations le 17 juin. Stavros Lambrinidis devient ministre des Affaires étrangères, Panos Beglitis ministre de la Défense, Charis Kastanidis ministre de l'Intérieur et, surtout, Evangelos Venizelos (qui n'a aucune parenté avec la grande figure politique que fut Eleftherios Venizelos) hérite du poste le plus délicat, celui de ministre des Finances, et devient vice-Premier ministre, son prédécesseur, Georges Papaconstantinou, devenant ministre de l'Environnement. Le 21 juin le gouvernement obtient la confiance par 155 voix contre 143.

Le plan qui doit être adopté par le Parlement comporte de nombreuses privatisations, une augmentation des taxes et des impôts et des coupes dans les traitements et retraites des fonctionnaires. Les députés l'approuvent le 29 juin par 155 voix sur 300. Le leader de la droite, Antonis Samaras, s'est refusé à toute concession alors que la nouvelle directrice du FMI appelle à l'union nationale. Le 30 juin, le Parlement approuve pour la seconde fois.

HAÏTI

Avril 2011. **Élections législatives et présidentielle.** Le 21 avril sont proclamés officiellement les résultats des élections législatives et présidentielle. Michel Martelly a obtenu 67,57 % des voix. Il prend ses fonctions le 14 mai devenant le 56^e président d'Haïti.

Jean-Max Bellerive, Premier ministre ayant démissionné la veille, est remplacé le 15 mai par Daniel-Gérard Rouzier, 51 ans, homme d'affaires, économiste, écrivain, qui entre en fonction le 20 mai. Mais le Parlement, le 21 juin, rejette cette nomination par 42 voix contre 19, redoutant un conflit d'intérêts en raison des activités professionnelles de Daniel-Gérard Rouzier.

HONGRIE

134 18 avril 2011. **Constitution.** Plusieurs milliers de personnes manifestent à Budapest le 16 avril contre l'adoption prochaine d'une constitution. Celle-ci est adoptée le 18 avril par 262 voix contre 44 et 1 abstention. Le texte actuel date de 1949 après avoir été amendé en 1989 en supprimant les références au socialisme. Le nouveau texte institutionnalise « le pouvoir d'un parti unique dans le cadre formel du multipartisme », selon le professeur Gabor Attila Toth. Le président ratifie la Constitution le 25 avril.

JAPON

2 et 20 juin. **Premier ministre.** Même si le Premier ministre Naoto Kan est contesté, il triomphe d'un vote de défiance le 2 juin avec 293 voix contre 152 alors qu'il pouvait craindre que la motion soit soutenue par une fronde de son parti. Cependant pour obtenir le soutien du Parlement il s'est engagé à se démettre avant la fin de son mandat. Le 20 juin il annonce qu'il donnera sa démission à condition qu'un second collectif budgétaire soit voté par le Parlement ainsi qu'une loi autorisant exceptionnellement un emprunt national pour financer le budget. Il veut aussi qu'une loi encourageant les énergies renouvelables soit votée avant son départ.

KOSOVO

7 avril 2011. **Président de la République.** Atifete Jahjaga, 36 ans, générale de police, est élue par 80 voix contre 10 à Suzana Novorberdaliu et devient présidente, suite à un accord entre la coalition au pouvoir et la Ligue démocratique du Kosovo, principal parti d'opposition. Les 16 députés du parti d'opposition Auto-détermination ont boycotté le vote pour protester contre cet accord.

LETTONIE

2 juin 2011. **Élection présidentielle.** L'élection présidentielle se déroule dans un climat de crise. Le président Valdis Zatlers annonce le 28 mai qu'il a signé un décret demandant la dissolution du Parlement, celle-ci devant être validée par un référendum qui aura lieu le 30 juillet et devant conduire, en cas d'acceptation, à des élections en septembre alors que les députés ont été élus en octobre 2010 seulement.

Le président est battu le 2 juin par Andris Berzins, député, ancien président de la banque Latvijas Unibanka et ancien Premier ministre soutenu par le plus puissant des oligarques, Aivars Lembergs, maire de Ventspils et dirigeant du parti des Verts et des Fermiers. Il l'emporte au second tour contre le président sortant Valdis Zatlers avec 53 voix contre 41.

LIBYE

Avril-juin 2011. **Situation.** Le 4 avril, le CNT (Conseil national de transition) rejette l'idée d'une transition menée par l'un des fils Kadhafi, option évoquée le 3 avril par le *New York Times*.

Ali Tikri, doyen des diplomates libyens, conseiller du président Kadhafi, démissionne le 4 avril.

MAROC

17 juin 2011. Le roi expose le projet de réforme de la Constitution, la principale innovation étant la désignation d'un Premier ministre issu du parti « arrivé en première position aux élections » et non plus nommé par le souverain comme il l'entendait. Ce Premier ministre pourra dissoudre le Parlement. Il annonce aussi l'inscription dans la Constitution des principes des droits de l'homme, garantissant l'indépendance de la justice. Le principe de l'égalité hommes-femmes est posé « dans le respect des constantes du royaume ». La loi pourra permettre des mesures de discrimination positive au profit des femmes pour les fonctions électives. Le roi continuera de présider le Conseil des ministres. Le berbère (amazigh) deviendra officiellement la deuxième langue officielle. Le Maroc sera divisé en régions, dont l'une prévue pour le Sahara occidental, qui seront gérées par un représentant élu. Le roi restera la première autorité religieuse. La notion de sacralité est remplacée par celle d'inviolabilité et de respect. Le Maroc reste un État islamique mais qui garantit la liberté de culte. Enfin, on précisera que le texte pose la primauté des conventions internationales ratifiées sur le droit interne dans le cadre des dispositions de la Constitution et dans le respect de l'identité nationale.

NIGERIA

9, 16 et 26 avril 2011. **Élections.** Les élections législatives commencent le cycle électoral les 9 et 26 avril. Le Parti démocratique populaire du président Goodluck Jonathan recule mais arrive largement en tête avec 202 sièges à la Chambre des représentants et 71 au Sénat.

Goodluck Jonathan (Parti démocratique populaire) l'emporte aux

présidentielles avec 58,9 % des voix, loin devant Muhammadu Buhari (Congrès pour un changement progressiste), ancien général à la tête d'une junte de 1983 à 1985, qui a recueilli 32 % des voix.

Le 26 avril ont lieu les élections des gouverneurs dans deux tiers des États. Elles donnent 18 postes au People's Democratic Party (PDP) du président Goodluck Jonathan, 3 à l'Action Congress of Nigeria (ACN), 3 à l'All Nigeria People's Party (ANPP), 1 au Congress for Progressive Change (CPC) et 1 à l'All Progressives Grand Alliance (APGA).

Élections au Nigeria

135

Suffrages exprimés	38 175 647	
Goodluck Jonathan, PDP	22 495 187	58,9
Muhammadu Buhari, CPC	12 214 853	32,0
Nuhu Ribadu, ACN	2 079 151	5,4
Ibrahim Shakarau, ANPP	917 012	2,4
20 autres candidats	469 444	1,2

ONU

21 juin 2011. **Secrétaire général.** Ban Ki-moon, 66 ans, annonce officiellement sa candidature pour un second mandat le 6 juin. Il est réélu par acclamation par l'assemblée générale le 21 juin, le Conseil de sécurité s'étant prononcé favorablement le 17 juin. Pourtant le bilan du Secrétaire général, un peu trop transparent, reste limité, notamment dans le domaine des droits de l'homme.

PAYS-BAS

23 mai 2011. **Eerste Kamer (Sénat).** La nouvelle Chambre compte 16 vvd (Parti populaire libéral et démocrate), 14 socialistes (PvdA, Parti du travail), 11 CDA (Appel chrétien-démocrate), 10 vvd (Parti pour la liberté, populiste),

8 SP (Parti socialiste), 5 Démocrates 66 (centre gauche), 5 GL (Gauche verte), 2 CU (Union chrétienne), 1 SGP (Parti politique réformé, protestant), un 50+ (Retraités), 14 PvdD (Parti pour les animaux) et 1 OSF (Fraction sénatoriale indépendante).

Ces élections sont la suite de l'élection des 566 conseillers provinciaux en mars.

PÉROU

10 avril et 5 juin 2011. **Élections législatives et présidentielle.** Au premier tour, Ollanta Humala est en tête avec 31,7 % devant Keiko Fujimori, fille de l'ancien président, avec 23,6 %. Au second tour, Ollanta Humala l'emporte de justesse avec 51,4 % des voix contre 48,6 % à Keiko Fujimori.

Les élections législatives conduisent à un Parlement divisé. Le parti nationaliste d'Ollanta Humala a le plus de voix et 47 élus sur 130, devant les « fujimoristes » qui en ont 37, l'Alliance soutenant Pedro Pablo Kuczynski qui en a 12 et les partisans de l'ancien président Toledo avec 21 élus. Solidarité nationale a 9 députés. Le parti du président sortant Alan Garcia, l'APRA, réussit à passer de justesse le seuil minimal et aura 4 députés.

PORTUGAL

5 juin 2011. **Élections.** La droite revient au pouvoir dans un climat économique très difficile. Le Premier ministre José Socrates a été la victime de la crise. Son plan n'ayant pas été accepté par le Parlement, le président Cavaco Silva a dissous le Parlement. Le Parti social-démocrate (droite), mené par Pedro Passos Coelho, obtient 40,3 % des voix et 105 (+24) des 230 sièges. Il devance le Parti socialiste du Premier ministre

sortant José Socrates (29,3 % et 73 élus, soit -24), qui paie sa politique d'austérité, le Centre démocratique et social-Parti populaire de Paulo Portas (12,2 % et 24 élus), la coalition Unité démocratique regroupant le Parti communiste de Jeronimo de Sousa, les Verts (8,2 % et 16 élus, gagnant un siège) et le Bloc de gauche de Francisco Louca (5,4 % et 8 élus, perdant 8 sièges). La participation a été de 58,1 %.

Le 15 juin, Pedro Passos Coelho, 46 ans, devient Premier ministre. Le gouvernement de coalition PSD-CDS/PP est formé le 17 juin avec Paulo Portas aux Affaires étrangères, José Pedro Aguiar-Branco à la Défense, Miguel Macedo à l'Intérieur et Vitor Gaspar au délicat poste de ministre des Finances. Il entre en fonction le 21 juin.

SOUDAN

Avril-juin 2011. **Sud-Soudan.** Salva Kiir, président de la région autonome, est élu à la tête du Sud-Soudan qui doit proclamer son indépendance le 9 juillet.

SYRIE

Avril-juin 2011. **Situation politique.** Le 7 avril, le président Al-Assad promulgue un décret en faveur de la naturalisation des Kurdes vivant en Syrie. Ils seraient 300 000. En 1962, 20 % des Kurdes de Syrie avaient été privés de leur citoyenneté suite à un recensement controversé. La veille, 48 détenus principalement kurdes arrêtés il y a un an dans le Nord pour la fête du Norouz sont libérés.

Un nouveau gouvernement est formé le 14 avril, dirigé par Adel Safar, ancien ministre de l'Agriculture, qui doit mettre en place certaines réformes. Mais il y a peu de changements aux ministères importants. Ali Habibe reste à la

Défense, Walid Mouallem aux Affaires étrangères, Soufiane Allaou au Pétrole et Ressources minières. Le général Mohamed Ibrahim al-Chaar devient ministre de l'Intérieur.

Le 19 avril, l'état d'urgence est levé. Il était en vigueur depuis 1963. Le gouvernement abolit également la Cour de sûreté de l'État et approuve une loi autorisant les manifestations pacifiques. Le même jour un *sit-in* est dispersé par la force à Homs. Les troubles se développent dans le pays et sont durement réprimés.

TUNISIE

Avril-juin 2011. **Situation.** Le mode de scrutin pour les élections sera la représentation proportionnelle avec principe de parité. La commission chargée de préparer les élections adopte un projet de décret-loi excluant tous les anciens responsables du RCD des élections, mesure à laquelle le Premier ministre est hostile, estimant qu'il faut voir au cas par cas.

Personnalité très populaire pour avoir refusé de faire tirer sur les manifestants, le général Rachid Ammar, chef de l'armée de terre, est nommé chef d'état-major interarmées. Après des manifestations antigouvernementales et des scènes de violence, le couvre-feu est rétabli le 7 mai.

La tenue des élections le 24 juillet est compromise. Le report du scrutin au 16 octobre est abandonné par le gouvernement pour maintenir le 24 juillet, mais la commission électorale indépendante décide le 26 mai ce report au 16 octobre. Finalement le gouvernement tranche en faveur du 23 octobre.

Le premier procès contre Ben Ali a lieu le 20 juin et par contumace, pour « détention d'armes, de drogue

et d'argent ». Il est condamné avec son épouse à 35 ans de prison et à une amende de 45 millions d'euros pour détournement de fonds publics.

De 14 000 à 18 000 anciens proches du président Ben Ali seront exclus des listes électorales et déclarés inéligibles.

TURQUIE

12 juin 2011. **Élections législatives.** L'AKP du Premier ministre sortant Recep Tayyip Erdogan remporte largement les élections avec 49,9 % des suffrages, mais avec 325 élus (-15) n'atteint pas la majorité des deux tiers (367 sièges) qui aurait permis de réviser la Constitution, ni la majorité « référendaire » (330 sièges) qui aurait permis d'élaborer un projet de constitution et de le soumettre à référendum.

Le Parti républicain du peuple (CHP) avec 25,9 % a 135 élus (+23), le Parti de l'action nationaliste (MHP) avec 13,1 % a 54 élus (-18) et le Parti pour la paix et la démocratie (BDP), pro-kurde, qui progresse fortement avec 6,6 %, a 36 élus (+10).

On compte un seul député chrétien sur les 550, Erol Dora, 47 ans, syriaque orthodoxe. C'est une première depuis cinquante ans. Il y aura plus de femmes, leur nombre passant de 50 à 78. La participation a été de 86,70 % (+2,3 %).

Le 28 juin, la séance est agitée en raison du maintien en détention de plusieurs députés. Le parti kurde et le Parti républicain du peuple (CHP) décident de boycotter le Parlement.

YÉMEN

Avril-juin 2011. **Situation.** Le président refuse le 22 mai le plan de règlement élaboré par les pays du Golfe, avec l'aide des États-Unis et de l'UE, prévoyant la

formation par l'opposition d'un gouvernement de réconciliation et la démission un mois plus tard du président Saleh, en échange d'une immunité pour lui et ses proches, une élection présidentielle devant avoir lieu dans les soixante jours. Pourtant la veille l'opposition avait paraphé cet accord.

Le 3 juin, le président Saleh est blessé dans le bombardement de la mosquée du palais présidentiel.

Le président Saleh part le 4 juin pour être soigné en Arabie Saoudite. Il serait gravement brûlé. L'intérim est assuré par le vice-président Mansour Hadi.